

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2009

HISTOIRE - GÉOGRAPHIE

Séries : L et ES

DURÉE DE L'ÉPREUVE	Série L :	4 heures	Coefficient : 4
	Série ES :	4 heures	Coefficient : 5

Les calculatrices ne sont pas autorisées.

Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1 à 11.

Le candidat doit traiter **UN** des trois sujets de géographie de la première partie et **UN** des deux sujets d'histoire de la deuxième partie.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE

Le candidat choisit UN des trois sujets proposés.

SUJET I

COMPOSITION

La façade atlantique de l'Amérique du Nord

SUJET II

COMPOSITION

La mégalopole japonaise

SUJET III

ÉTUDE D'UN ENSEMBLE DOCUMENTAIRE

L'espace russe : organisation et recomposition

Liste des documents :

Document 1 : Les réseaux de communication et le réseau urbain en Russie

Document 2 : Les ressources du territoire russe

Document 3 : La recomposition des frontières et des espaces frontaliers de la Russie

Document 4 : Les investissements étrangers par région en Russie

Document 5 : Moscou, vitrine du capitalisme

Première partie

Analysez l'ensemble documentaire en répondant aux questions suivantes :

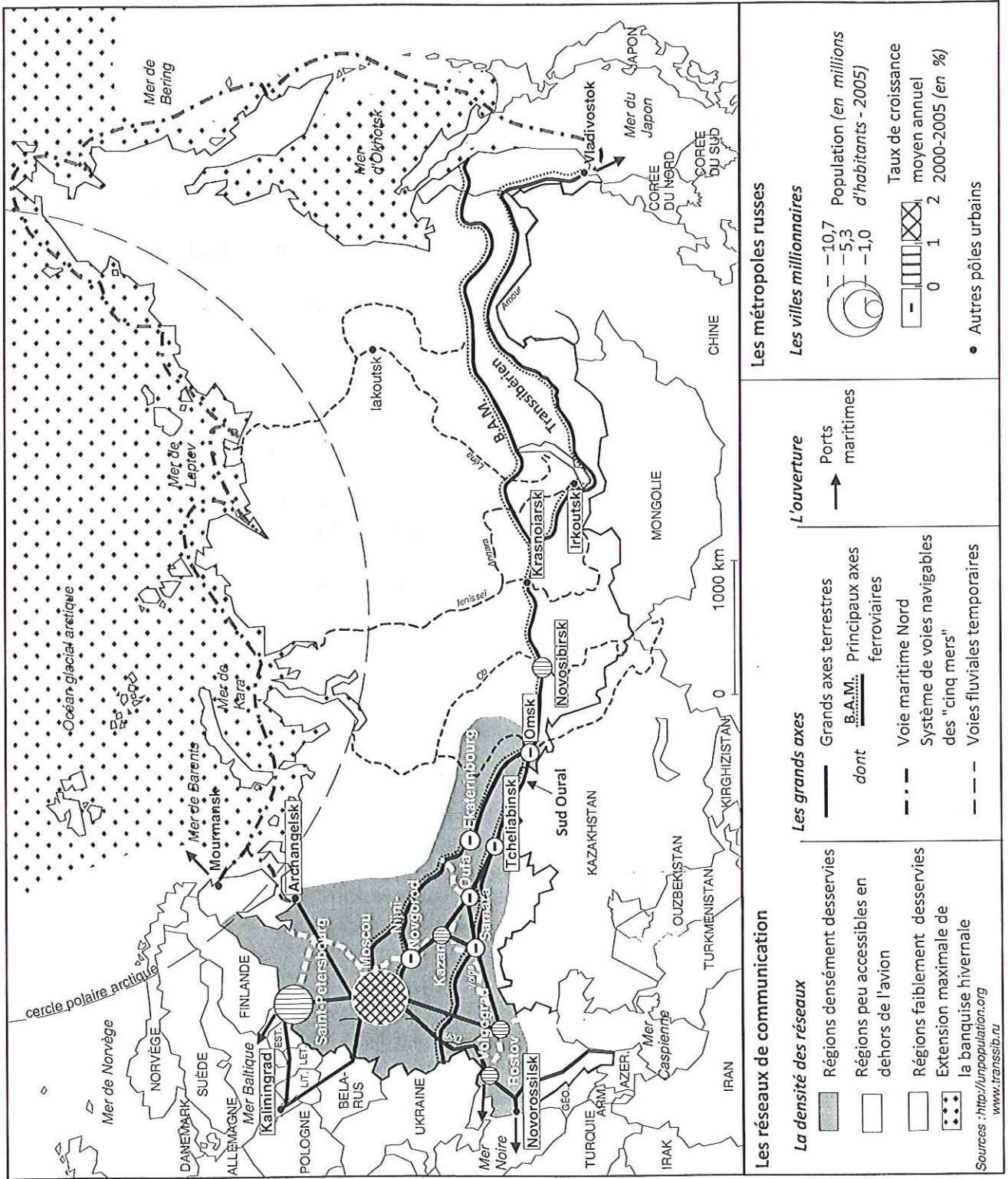
1. Montrez que le territoire russe est inégalement maîtrisé (documents 1 et 2).
2. Quels problèmes ont été posés par les frontières étatiques dont la Russie a hérité en 1991 (documents 1, 2 et 3) ?
3. Quelles régions attirent les investissements étrangers et pourquoi (documents 2, 4 et 5)?
4. Quelle est la place de Moscou dans l'organisation de l'espace russe (documents 1, 4 et 5) ?

Deuxième partie

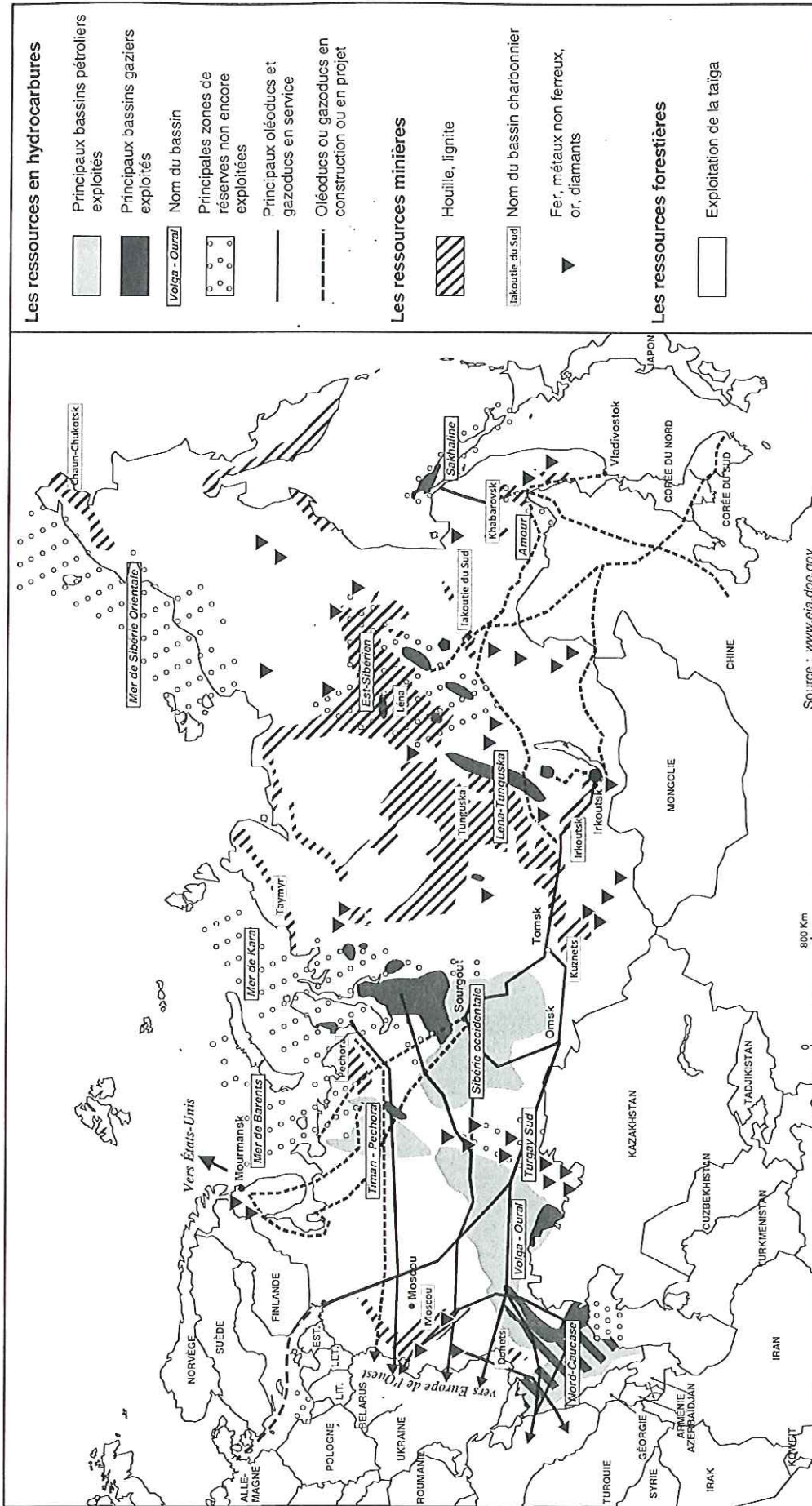
À l'aide des réponses aux questions, des informations contenues dans les documents et de ses connaissances, le candidat rédigera une réponse organisée au sujet :

L'espace russe : organisation et recomposition

Document 1 : Les réseaux de communication et le réseau urbain en Russie



Document 2 : Les ressources du territoire russe



Document 3 : La recomposition des frontières et des espaces frontaliers de la Russie

L'actuelle Fédération de Russie entretient avec une large partie de sa périphérie des relations très empreintes du passé soviétique. Tout particulièrement avec son "étranger proche", c'est-à-dire les pays ex-soviétiques, dont un grand nombre sont membres de la Communauté d'États Indépendants (CEI), cofondée le 21 décembre 1991. (...)

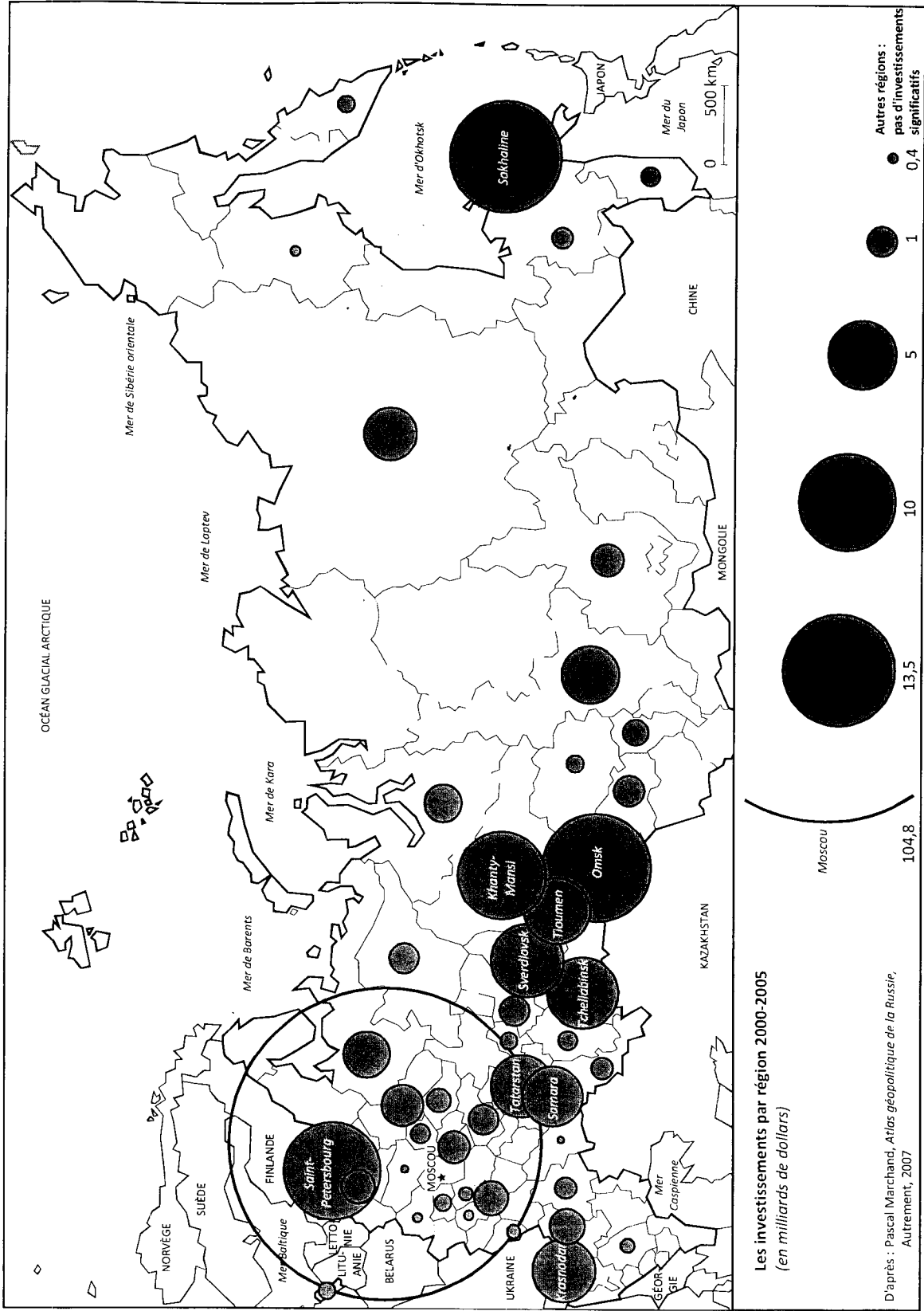
Certains nostalgiques de l'Empire préconisent la réintégration d'une partie de son "étranger proche"¹. Couplées à des aspirations locales (au Kazakhstan, la minorité russe représente 38% de la population totale), ces tentations pourraient avoir des effets déstabilisants. Les menaces, potentielles ou réelles, auxquelles sont soumis les quelque 25 millions de Russes d'origine résidant dans sa périphérie et la multiplication des troubles dans les régions limitrophes (Moldavie, Caucase, Tadjikistan, etc.) deviennent l'enjeu de combats politiques à Moscou. Un certain nombre d'autres sujets sensibles sont liés au partage des héritages de l'URSS. Parmi ceux-ci, on relève :

- les infrastructures et les axes d'échange divers : Transsibérien et autres voies ferroviaires, oléoducs et gazoducs, zones portuaires, etc. L'éclatement de l'URSS a posé d'innombrables problèmes concrets : redéfinition de compétences, partage de réseaux, maintien ou modification des partenariats et des coopérations entre entités territoriales, entreprises, etc.
- dans le domaine militaire, le contrôle des armes tactiques dispersées entre les quatre républiques "nucléaires" avec un commandement unifié de la CEI, le partage des forces stratégiques (flotte, aviation) (...).

<http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/etpays/Russie/RussieDoc.htm>

¹« étranger proche » : ensemble des républiques voisines de la Russie et indépendantes depuis la dislocation de l'URSS.

Document 4 : Les investissements étrangers par région en Russie



Document 5 : Moscou, vitrine du capitalisme

Fascinante, la capitale russe ne cesse d'étonner par sa vitalité. Dépassant depuis 2002 le cap des 10 millions d'habitants, elle devient incontestablement l'une des grandes métropoles européennes et affiche (...) les effets contradictoires de la transformation socio-économique. Alors que plusieurs quartiers centraux ou périurbains sont en voie de « gentrification » (concentration de commerces de luxe, création de résidences destinées à l'élite, protégées par des gardes et où le mètre carré peut atteindre 7 à 8000 euros), l'essentiel de la population réside dans des cités-dortoirs peu attractives, même si la municipalité s'efforce de rénover les « HLM khrouchtchéviennes »¹ devenues souvent insalubres.

Les Moscovites sont cependant largement favorisés par rapport à la moyenne russe. Même si les chiffres sont biaisés (ils traduisent en partie la localisation des sièges d'entreprises), la part de la capitale par rapport aux autres régions du pays atteste un déséquilibre impressionnant : Moscou représente à elle seule près de 40% des investissements étrangers, 30% des exportations du pays ; le salaire moyen y est de moitié supérieur à la moyenne nationale. La ville est d'ailleurs enviée, voire détestée, par les provinciaux qui se sentent parfois délaissés. Peu à peu cependant, les mutations qu'on y observe se répandent dans tout le pays.

Car, à coup sûr, Moscou est le laboratoire du capitalisme russe dans tous les domaines. Cela se marque par l'extension impressionnante des services, banques, agences de voyages, restaurants ou commerces, depuis les grandes marques mondiales du luxe jusqu'aux hypermarchés géants le long du périphérique extérieur, en passant par les petits centres commerciaux qui ont fleuri partout. Cinquante-six des cent vingt-huit Mc Donald's ouverts en Russie au 1^{er} janvier 2005 sont situés dans la capitale.

Même si Moscou demeure un centre actif de transformation (industries aéronautiques, constructions mécaniques de précision), les zones industrielles sont en forte régression, dégagant des surfaces considérables pour la spéculation immobilière.

Jean Radvanyi et Gérard Wild, « La Russie entre deux mondes »,
La Documentation photographique n°8045, 2005.

¹ construites à l'époque de Khrouchtchev dans les années 1950 – 1960.

DEUXIÈME PARTIE

HISTOIRE

EXPLICATION D'UN DOCUMENT D'HISTOIRE

Le candidat choisit UN des deux sujets proposés

SUJET I

Interview télévisée de Jacques Chirac le 14 juillet 1997

A. Chabot¹ - (...). Comment qualifiez-vous cette cohabitation ? On se souvient qu'en 1986, vous étiez de l'autre côté, vous étiez Premier ministre. Cela avait commencé effectivement difficilement, un 14 juillet, par le refus du président de la République de signer des ordonnances. On avait dit " cohabitation dure ". Après, avec Édouard Balladur, on avait dit " cohabitation courtoise ". Alors quel est l'adjectif que vous employez, pour qualifier la cohabitation avec Lionel Jospin ?

le Président - Je crois, d'abord, qu'il faut attendre un peu, pour voir comment les choses se déroulent. La courtoisie, naturellement, va de soi. Mais ce n'est pas le fond du problème. Dans nos institutions, dans la Constitution, dans leur pratique, il y a des rôles à peu près définis entre le président de la République et le Gouvernement. Le président de la République ayant, notamment, des responsabilités pour ce qui concerne tous les grands aspects essentiels de la vie internationale et interne de la nation. Nous avons pour objectif d'assurer ce que je disais tout à l'heure, à la fois un renforcement de la cohésion nationale, sociale et une adaptation, une modernisation de notre pays qui est indispensable et qui ne peut s'obtenir que par un retour à plus de liberté des uns et des autres, notamment dans le domaine économique. Si ces objectifs sont bien ceux du Gouvernement, alors il n'y aura pas de problème, naturellement il le fera à sa manière, avec ses convictions et sa différence par rapport à l'ancien gouvernement. Je respecte cela. Dans cette hypothèse, naturellement, ce serait, puisque vous voulez que je la caractérise, une "cohabitation constructive ".

(...)

P. Poivre d'Arvor¹ - Dans les ministres que vous retrouvez chaque mercredi, il y a deux communistes. Est-ce que vous trouvez que c'est une incongruité dans ce pays occidental ?

le Président - Je souhaite que l'on parle des problèmes, et ils sont nombreux, auxquels nous sommes confrontés, je n'ai pas de jugement à porter sur la façon dont M. Jospin a constitué son gouvernement. J'étais attentif à certains postes.

P. Poivre d'Arvor - Lesquels ?

le Président - Tout naturellement et traditionnellement, la défense et les affaires étrangères, la justice aussi. Pour ce qui concerne les autres postes, je n'ai pas de jugement à apporter sur les choix de M. Jospin.

A. Chabot - Justement, quelle est votre expression favorite ? S'agit-il de : domaine réservé ou domaine partagé, comme l'utilisait l'ancien Président sous la cohabitation ?

le Président - Je ne crois pas qu'il y ait de domaine réservé ou un domaine partagé. La Constitution prévoit des choses et ces choses donnent, notamment, une prééminence, et je dirais, donnant un peu le dernier mot au président de la République. Je vous l'ai dit, tout à l'heure, en parlant des traités, j'aurais pu parler de la même façon de l'indépendance nationale, de l'intégrité, etc. Je veux bien revenir sur la conception que je me fais de la cohabitation, mais ce n'est pas un domaine réservé. Le Gouvernement a aussi ses responsabilités naturellement. (...)

Source: <http://www.la documentation française.fr>.

¹ P. Poivre d'Arvor et A. Chabot étaient respectivement journalistes à TF1 et à France 2 en 1997

Questions

1. Définissez la cohabitation et présentez-en les principaux acteurs en juillet 1997.
2. En vous appuyant sur le document et vos connaissances, montrez que cette pratique institutionnelle n'est pas nouvelle en 1997.
3. D'après Jacques Chirac, quels sont les objectifs communs qui permettent la cohabitation?
4. D'après lui, quels pouvoirs lui donne la Constitution ?
5. En vous appuyant sur les déclarations de Jacques Chirac, montrez en quoi la cohabitation oblige à une redéfinition du rôle du président de la République.

SUJET II

Ronald Reagan¹ et l'initiative de défense stratégique (IDS)

J'étais entré en fonction armé d'un solide préjugé contre l'accord tacite sur les missiles qui s'était instauré entre l'Union soviétique et nous. Je veux parler de la « politique de destruction mutuelle assurée » (MAD) fondée sur le principe de dissuasion qui garantissait la sécurité pour tous tant que chacun des deux camps possédait le pouvoir de détruire l'autre, grâce à ses missiles, dans l'hypothèse où quelqu'un s'aviserait de tirer le premier. Je ne sais pourquoi, cette idée ne me semblait pas être de celles qui permettent de s'endormir paisiblement. C'était un peu comme si deux hommes de l'Ouest se tenaient face à face dans un saloon, chacun gardant son arme pointée en permanence sur la tête de l'autre. On devait pouvoir trouver mieux. Au début de mon premier mandat, je convoquai une réunion du conseil des chefs d'états-majors (...) et leur dis ceci : pour chaque arme inventée, l'homme en a créé une autre destinée à se protéger de la première ; ne serait-il pas possible, en cette ère de technologie avancée, d'imaginer un système défensif capable d'intercepter les projectiles nucléaires (...) ?

Ainsi naquit l'IDS, et peu après, certains membres du congrès et de la presse surnommèrent le projet « Star Wars », la guerre des étoiles. (...) J'ai dû expliquer une centaine de fois aux dirigeants soviétiques que l'IDS n'était pas une monnaie d'échange. Je leur ai dit que j'étais prêt à en faire profiter tous ceux qui accepteraient de renoncer aux missiles nucléaires. Nous savons tous comment fabriquer ces engins. Un jour ou l'autre arriverait un fou qui posséderait cette arme et nous ferait chanter à moins que nous n'ayons une défense à lui opposer.

Ronald Reagan, *Une vie américaine. Mémoires*, Éditions Jean-Claude Lattès, 1990.

¹ R. Reagan, Président des États-Unis de 1981 à 1988

Questions

1. À quelle situation internationale renvoie la métaphore sur les « hommes de l'Ouest se tenant face à face dans un saloon » ?
2. D'après ce texte, en quoi consiste l'initiative de défense stratégique ?
3. Comment l'auteur justifie-t-il ce projet ? Expliquez la phrase soulignée.
4. En quoi le projet d'initiative de défense stratégique a-t-il modifié les relations entre les deux Grands et la position des États-Unis dans le monde ?